

Les Commissions Ouvrières d'Espagne se joignent à la défense de Cuba



Madrid, 29 mars (RHC) Les Commissions Ouvrières (CCOO) se sont jointes aujourd'hui à la défense de Cuba en rejetant son " inclusion injustifiée sur la liste unilatérale des pays soutenant le terrorisme ".

Dans une déclaration publique, CCOO, le deuxième syndicat espagnol après l'UGT, a souligné son soutien à la décision adoptée lors du 28e sommet ibéro-américain à Saint-Domingue, où il a disqualifié la mesure promue par les États-Unis.

Elle a souligné qu'il s'agit d'une idée qui comporte des effets négatifs tels que l'aggravation des obstacles aux transactions financières.

CCOO demande au gouvernement espagnol et à l'Union européenne de redoubler d'efforts auprès du gouvernement américain pour retirer Cuba de cette liste et mettre fin au blocus illégal de l'île des Caraïbes, indique le texte du syndicat.

D'autre part, elle rappelle que le président Barack Obama a retiré le pays de cette liste unilatérale lorsqu'il a entamé sa politique de normalisation des relations avec l'île.

"Normalisation qui a été rompue par Donald Trump qui a réintégré Cuba dans la liste des pays soutenant le terrorisme, quelques jours après l'assaut du Capitole par ses partisans", précise-t-il.

CCOO considère que les États-Unis doivent mettre un terme définitif à leur politique de harcèlement à l'égard de Cuba, a-t-il souligné.

En ce sens, elle a rappelé que le blocus illégal et les sanctions injustes résultant du fait que Washington considère Cuba comme un État soutenant le terrorisme pèsent sur les conditions de vie de millions de Cubains.

En outre, poursuit CCOO, le renouvellement, le 28 février, du statut de Cuba en tant qu'État soutenant le terrorisme nuit gravement aux pourparlers de paix que le gouvernement colombien mène avec l'ELN afin de parvenir à une solution négociée au conflit armé.

De son côté, l'Union générale des travailleurs espagnols (UGT) a déploré le harcèlement politique et économique des États-Unis à l'encontre de Cuba, tout en réitérant son soutien à l'île des Caraïbes.

Dans un communiqué, l'UGT a notamment rejeté la décision de Washington de ne pas revoir l'inscription de Cuba sur la liste des pays soutenant le terrorisme, à travers les déclarations de son secrétaire d'État, Anthony Blinken. (Source Prensa Latina)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/nacionales/318116-les-commissions-ouvrieres-despagne-se-joignent-a-la-defense-de-cuba>



Radio Habana Cuba